



Rentrée scolaire : Un désastre organisé au nom de la dette !

Avec des centaines de classes supprimées, la rentrée scolaire, préparée par la DSDEN, représentant la Ministre en Seine-et-Marne, sera marquée par une nouvelle dégradation des conditions de travail des personnels et des conditions d'apprentissage et des élèves :

- classes surchargées en conséquence des 249 fermetures de classes prévues dans les écoles du département à la rentrée,
- affectation sur des classes à l'année d'un très grand nombre de remplaçants, ce qui va générer des centaines de classes sans remplaçant chaque jour pendant l'année scolaire (Notons que malgré nos multiples demandes, la DSDEN se refuse à communiquer le nombre de jours d'absences non remplacées),
- manque criant d'AESH,
- des dizaines de postes de médecins scolaires, d'infirmier.e.s, de Psy-EN laissés vacants, des orientations non respectées (23 000 à l'échelle nationale), des RASED incomplets et en nombre insuffisant, etc.

Un budget qui ne peut qu'aggraver une situation déjà catastrophique !

Le premier ministre Bayrou a présenté, le 15 juillet dernier, les axes d'un budget 2026 qui prévoit de réaliser **44 milliards d'euros d'économies** sur le dos des travailleurs, des chômeurs, des précaires, des retraités et des malades.

Alors que dans l'Éducation nationale les conditions de travail et d'existence sont déjà désastreuses, le gouvernement Macron-Bayrou projette d'aller encore plus loin pour l'ensemble des fonctionnaires et agents publics.

- *le gel des salaires et du point d'indice pour la 3e année consécutive,*
- *l'absence de mesures catégorielles,*
- ***la suppression de 3 000 postes dès l'année prochaine et le non-remplacement d'un fonctionnaire sur trois partant en retraite à partir de 2027 (ce qui signifierait la fermeture en masse de services publics),***
- *la suppression de deux jours fériés,*
- *le refus de rétablir la GIPA,*
- *le maintien de la journée de carence et de l'indemnisation à 90 % des arrêts maladies des agents de la Fonction publique.*

Une cascade de mesures s'attaquerait à la Sécurité sociale de 1945 fondée sur la solidarité ouvrière : exonérations de cotisations patronales, doublement de la franchise sur les médicaments, actes paramédicaux et transports, attaques contre les patients en ALD, réduction du nombre d'arrêts maladie, fin de l'abattement fiscal de 10 % pour les retraités, désindexation des pensions et retraites, nouvelle contre-réforme de l'assurance chômage, gel des prestations sociales...

Une situation qui impose de se rassembler dans l'unité et de combattre pour nos revendications !

Face à cette offensive généralisée contre nos acquis, nos statuts, contre l'École publique, la Confédération FO et la FNEC FP-FO ont déposé un préavis de grève à compter de la rentrée, couvrant toute la période. Les confédérations syndicales appellent à la grève jeudi 18 septembre contre le projet de budget et ses 44 milliards d'économies sur le dos des services publics et de la sécurité sociale !

Le SNUDI-FO 77 a contacté les organisations syndicales représentatives du département pour proposer l'action commune, car quel que soit le premier ministre à l'issue du vote du 8 septembre, ce budget doit être retiré et les revendications satisfaites !

Il y a urgence ! Le CSAsD de rentrée, consacré aux ouvertures et fermetures de classes, se tiendra Jeudi 4 septembre. Le SNUDI-FO 77 appelle l'ensemble des écoles qui revendiquent l'ouverture ou le maintien d'une classe à se rassembler devant la DSDEN (nous avons déposé une déclaration de manifestation en préfecture). Le SNUDI-FO 77 invite les collègues à se réunir dans leur école afin d'établir leurs revendications, prendre position pour le retrait des mesures Bayrou et discuter de la préparation de la grève.

Melun, le 29/08/2025